

Iran-Israël : tensions autour du nucléaire

jeudi 15 mars 2012, par [KIA Babak](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mars 2012).

Alors que les négociations entre la République islamique d'Iran et l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) sont dans l'impasse, Obama a durci son discours à l'égard du régime de Téhéran tout en dissuadant le gouvernement israélien d'intervenir militairement.

Car si il y a accord entre Washington et Tel Aviv pour empêcher le régime iranien d'accéder à la bombe nucléaire, Obama et Nétanyahou divergent sur la stratégie à suivre et sur le timing.

Pour les dirigeants israéliens, la stratégie des sanctions économiques et de l'isolement de l'Iran mis en place par les États-Unis et l'Union européenne n'a pas ralenti le programme nucléaire iranien. Pour Obama, une intervention militaire contre l'Iran est lourde de danger. En effet, à quelques mois des élections, Obama ne veut pas s'exposer à des représailles du régime iranien qui conserve une capacité de riposte non négligeable. Confronté à une situation complexe en Afghanistan et après le retrait d'Irak, Obama n'est guère enthousiaste à l'idée d'ouvrir un nouveau front. Ces craintes sont renforcées par le fait qu'une intervention militaire contre l'Iran aurait pour conséquence l'envolée du prix du pétrole, ce qui accentuerait la récession économique mondiale. Sans refuser formellement la perspective d'une intervention militaire, Obama entend poursuivre sa politique de sanctions afin d'étrangler l'économie iranienne.

Pour Nétanyahou l'équation est différente. Seule puissance nucléaire de la région et qui entend conserver ce monopole, Israël veut profiter de l'affaiblissement de l'Iran sur le plan intérieur comme sur le plan régional. Car le pouvoir de Téhéran est miné par une crise de régime qui n'en finit pas. Les élections législatives du 2 mars dernier, boycottées par l'opposition « verte », ont été l'occasion d'un affrontement politique ouvert entre le Guide Ali Khameneï et Ahmadinejad. Celui-ci sort défait des élections et aura des pouvoirs limités jusqu'à la fin de son mandat. Mais cette fracture traverse tous les niveaux du pouvoir et divise la direction des Gardiens de la Révolution, bras armé du régime qui contrôle le programme nucléaire.

Par ailleurs, alors que la manne pétrolière et les richesses du pays sont accaparées par les sphères dirigeantes, le pays lui est en plein marasme économique et la population est confrontée à une crise sociale sans précédent renforcée par les sanctions imposées par les grandes puissances. La répression à l'égard des militants ouvriers et des militants des droits de l'homme s'est encore accrue ces derniers mois et le pouvoir accentue les restrictions sur les moyens de communication, Internet en particulier. Enfin, les affaires de corruption rendues publiques à la faveur de la « guerre » que se livrent les différentes factions au pouvoir ont fini d'achever la légitimité de la République Islamique.

C'est dans ce contexte que le gouvernement israélien veut pousser l'avantage, renforcer le consensus nationaliste-sioniste mis à mal par la crise sociale qui frappe le pays et reconfigurer la région à son profit.

En miroir, une action militaire contre l'Iran ne ferait que ressouder un régime profondément divisé.

La République islamique en sortirait renforcée et le peu d'espace conquis par les luttes populaires se refermerait aussitôt.

Nous devons combiner une campagne internationale de solidarité avec les peuples et construire un

large front d'opposition à une intervention impérialiste qui serait un désastre pour les peuples de la région.

Babak Kia

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 139 (08/03/12).